

Les 32 organisations qui appellent :

ADECR, ARAC, ATTAMS, ATTAC, CAC, Collectif Collages Féminicides, CGT, CNT, EELV, FAL, FSU, Générations, GFEN, Cimade, FI, LMCC, Libre Pensée, LDH, NPA, PG, PCF, POI, RESF, RPD, Sortir du nucléaire, UNEF ...

**Pour le retrait immédiat du projet de loi « Sécurité globale » !
Non à une société du contrôle généralisé des populations !**

**Amplifions la mobilisation lors d'une nouvelle marche pour
les libertés publiques et fondamentales**

SAMEDI 12 DÉCEMBRE 2020 RASSEMBLEMENT À 15H00 PLACE DE LA PRÉFECTURE AU MANS

Une semaine après les manifestations contre le projet de loi dite de « sécurité globale », les 32 organisations appellent à amplifier la mobilisation en participant à un autre temps fort le samedi 12 décembre prochain.

Les manœuvres du gouvernement, qui demande à l'assemblée de réécrire l'article 24, ne trompent personne.

C'est la réaction d'un exécutif fébrile face à une contestation importante. Le mouvement va s'amplifier pour obtenir le retrait pur et simple du projet de loi !

Rappelons que cet article est dénoncé pour atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'informer. Il est très dangereux dans la mesure où il va conduire à museler la presse et à rendre invisibles les violences commises par les policiers, dans les manifestations notamment.

En fait sous couvert de protection de la police, ce qui se cache c'est la volonté gouvernementale de dissuader la diffusion de témoignages impliquant des policiers.

Nos organisations dénoncent aussi la volonté du gouvernement de privatiser la sécurité de nos concitoyens. Plus que jamais, dans un



contexte de crise sanitaire inédite, de crise sociale aggravée, l'État de droit doit être conforté.

En la matière, le projet de loi de « sécurité globale » franchit une nouvelle étape dans une gestion autoritaire et ouverte au privé.



Avec la proposition d'un élargissement des missions des polices municipales et des entreprises privées de sécurité, ce texte encourage un désengagement de l'État sur ses missions régaliennes de sûreté sur l'ensemble du territoire de la République.

Si le gouvernement veut rétablir une police républicaine

au service des citoyens, il doit lui allouer des moyens plus importants, tant en termes d'effectifs, de formation, que de reconnaissance salariale avec des missions visant à mettre une politique publique de sécurité et de tranquillité publique pour toutes et tous.

Une politique de renforcement des services publics, d'égalité territoriale, sociale et de véritable prévention est plus que jamais nécessaire.

N'oublions pas que ce sont les territoires les plus en difficulté et les populations les plus fragiles qui sont les plus exposés à l'insécurité sociale.

Nos organisations syndicales, associatives et politiques appellent les salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi et la jeunesse à poursuivre le travail d'explication, à amplifier la mobilisation. Nous mettrons en échec ce gouvernement des riches qui utilise la répression et adopte des lois liberticides pour museler toute contestation à sa politique de régression sociale !

**ALORS TOUTES ET TOUS
MOBILISÉES
POUR EXIGER LE RETRAIT
DU PROJET DE LOI**

Ensemble on va gagner!